

à unir leurs voix dans la discussion des questions économiques qui profitent nettement au Nord riche et développé tout en affaiblissant systématiquement le Sud pauvre et sous-développé. Les efforts du Groupe des 77 pour obtenir de meilleurs termes d'échange, une réforme monétaire, des accords sur les prix des produits de base et sur le transfert des technologies se sont heurtés à toutes sortes de difficultés, et ce malgré tout un réseau de conférences internationales organisées dans le but exprès de rechercher un ordre économique international plus équitable. Entre-temps, le fossé entre pays développés et sous-développés continue de s'élargir. Ce qui est plus grave, c'est qu'on mesure encore moins bien la situation de plus en plus critique des pauvres — ceux qui ne possèdent rien ou presque, qui sont victimes du chômage et du sous-emploi — qui constituent la majorité de la population des pays du Tiers monde.

Le Canada, comme les autres pays industrialisés du Nord, fait face à une conjoncture internationale changeante, où il lui faut élaborer tout un schéma de politiques plus conformes aux réalités nouvelles. «Nous entrons, comme le disait une étude, dans une ère des relations internationales où l'on s'accorde à penser que les conflits politiques gravitent autour des rapports économiques.»

Malgré les déclarations d'intention et d'intérêt émises de temps à autre par nos dirigeants politiques, la réponse canadienne aux questions Nord-Sud reste mitigée par des préoccupations d'ordre interne. Deux préoccupations majeures — à savoir la question de l'unité nationale et la faiblesse persistante du rendement économique, elle-même liée à un faible taux de croissance et à des taux élevés d'inflation et de chômage — ont en effet fait perdre de vue la nécessité d'une révision fondamentale des hypothèses et des aspirations. On peut en dégager deux conséquences importantes, qui intéressent directement le palier fédéral de décision. D'abord, la population n'est pas assez renseignée sur les choix difficiles qui s'imposeront au Canada au cours des décennies à venir, et n'est donc pas en mesure d'en discuter convenablement. La faute en revient en partie à nos dirigeants politiques, qui n'ont pas su sensibiliser les Canadiens aux importants changements qui s'opèrent dans notre environnement extérieur et à leurs incidences possibles sur notre pays. En second lieu, vu que les politiciens et les hauts fonctionnaires placent leurs priorités ailleurs, peu d'études sérieuses ont été entreprises sur les questions Nord-Sud ou sur les différentes lignes de conduite qui s'offrent à nous dans ce contexte, encore moins sur la formulation d'une politique propre à guider nos relations avec les pays sous-développés. Il s'ensuit que la position du Canada à cet égard est celle d'un pays «plongé dans le coma».

L'an dernier, toutefois, une institution située à la périphérie des instances décisionnelles d'Ottawa, le Conseil économique du Canada, a publié un impor-

tant ouvrage intitulé *Pour un commun avenir: Une étude des relations entre le Canada et les pays en développement*. Le prestige dont jouit le Conseil économique et la possibilité qu'il a de s'appuyer sur des compétences officielles et universitaires permettent d'espérer à prime abord que nous assistons enfin à l'ouverture d'un débat éclairé et à l'éveil d'un intérêt public et politique.

L'élaboration d'un schéma global de politiques pour le Canada ne saurait se faire sans une analyse rigoureuse de la réalité actuelle et une juste perception des tendances dont devront tenir compte à l'avenir nos relations avec les pays du Tiers monde. Malheureusement, on ne retrouve pas ces deux éléments essentiels dans le rapport du Conseil économique. Les auteurs de *Pour un commun avenir* sont restés prisonniers d'hypothèses et d'attitudes qui ont pu avoir quelque pertinence par le passé mais qui sont nettement dépassées aujourd'hui. Cette situation peut s'expliquer en partie par la prépondérance des économistes dans leur cercle. Le rapport souffre en effet d'un manque de perspective politique, en ce sens qu'il néglige les événements qui font l'actualité dans le Tiers monde, et fait peu de cas des options «politiquement» défendables au Canada. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que ses auteurs sont si peu sensibles aux réalités politiques qu'ils manifestent une tendance naïve et dangereuse à définir notre environnement extérieur en fonction de leurs propres préférences. C'est ainsi que les Canadiens se voient offrir une image rassurante des conditions économiques, sociales et politiques qui règnent dans le Tiers monde, une image conforme à leurs intérêts et à leurs aspirations. Si jamais la politique canadienne s'appuie sur cette analyse et sur les recommandations qui en découlent, nos actions seront tout à fait déplacées.

Perspective

Comme il fallait s'y attendre, le rapport accuse dès le début une faiblesse fondamentale qui transparaîtra tout au long de l'argumentation subséquente. Dès l'introduction, les auteurs affirment en effet que le point de vue théorique le plus juste en matière de développement reste le modèle néoclassique de la croissance, selon lequel «...l'accumulation du capital et l'accroissement des échanges commerciaux fournissent aux pays les moyens de se développer». En d'autres termes, les pays du Tiers monde peuvent se développer avec succès en empruntant la voie tracée au début des années 60 dans le célèbre (certains diraient tristement célèbre) ouvrage de Walt W. Rostow: *Les étapes de la croissance économique: Un manifeste non communiste* (1960).

Quels arguments avance-t-on à l'appui de ce point de vue particulier? Les auteurs commencent par dire que les économistes ne peuvent s'entendre sur la nature même du processus de développement. Il n'y a rien là de surprenant quand on considère les